

Le plan Breton s'abat sur la Suisse, les salariés ripostent par la grève

On en apprend chaque jour un peu plus sur les méfaits du plan Breton. La politique menée dans les filiales étrangères sert de terrain d'expérimentation pour ce qui commence à se mettre en place en France.

Le directeur d'Orange Suisse résume bien la situation :

" La situation a totalement changé du point de vue de notre maison-mère (...). France Télécom (...) demande aujourd'hui à toutes ses filiales d'améliorer leur performance financière.

Orange Suisse devra contribuer aux 15 milliards d'euros que Thierry Breton, directeur de France Télécom, a décidé d'économiser pour réduire son énorme dette. Nous devons y apporter une contribution, d'autant qu'Orange Suisse est l'une des filiales les plus performantes.

L'ancien business plan a été rendu caduc, et le nouveau fixe des buts que nous ne pouvons atteindre que grâce à cette restructuration.

Si Orange ne se restructure pas aujourd'hui, France Télécom pourrait cesser ses investissements en Suisse... "

(Interview d'Andreas S. Wetter au journal " Le Temps " du 22 février 2003).

Thierry Breton aime à se présenter comme un grand partisan du dialogue social. Il serait bon que les pratiques de ses représentants correspondent à de telles déclarations. Le patron d'Orange Suisse, Andreas Wetter, a par exemple affirmé que le personnel était partiellement au courant de ces mesures depuis la mi-décembre 2002. Les syndicalistes suisses affirment que cela est faux. Ils ont eu les premières informations en lisant la presse à la mi-janvier 2003, et celles-ci avaient été tout de suite démenties par la Direction.

C'est finalement le 31 janvier, par vidéo-écran, que le directeur d'Orange Suisse a annoncé 235 licenciements et 200 transferts géographiques.

Comble du cynisme, il a terminé son allocution par le slogan : " The future is bright the future is Orange" !

Face à cela, assemblées générales, débrayages, manifestations, grèves et occupations de locaux se succèdent.

La population est en phase avec les salariés et les résiliations de contrats vont bon train. «Développer le chiffre d'affaires» qu'ils disaient !

Solidarité avec nos collègues suisses

Les messages de soutien sont à adresser d'urgence à l'adresse suivante :
c.denervaud@econophone.ch

Une chronologie détaillée de cette lutte est disponible auprès des militant(e)s SUD, ainsi que sur notre site www.sudptt.fr.